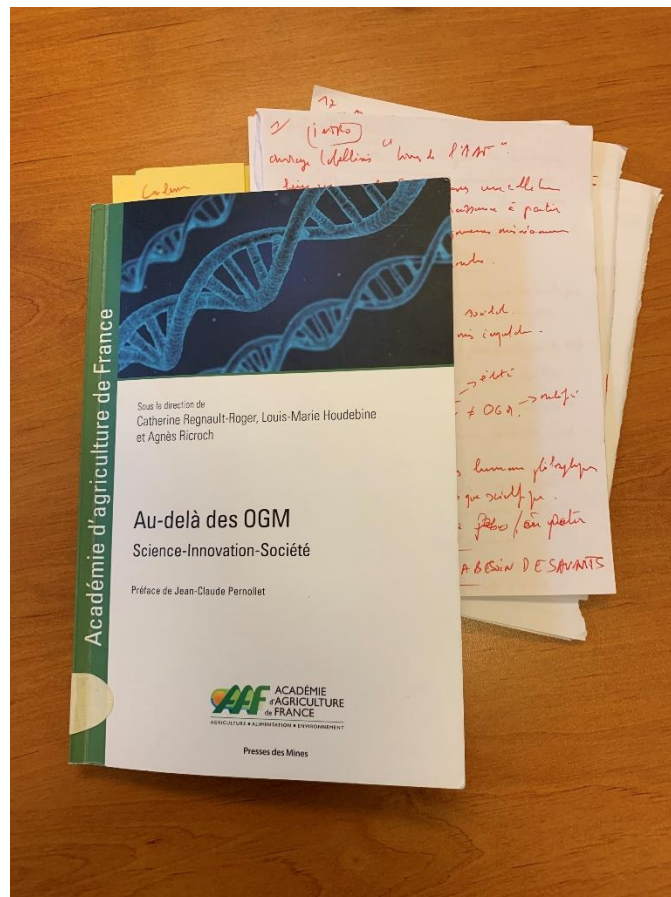


AU-DELÀ DES OGM Science-Innovation-Société

Sous la direction de Catherine **REGNAULT-ROGER**, Agnès **RICROCH**
et Louis-Marie **HOUEBINE**



par Philippe **KIM-BONBLED**

(Chargé de la coordination de la communication à l'Académie d'agriculture de France)

« Au-delà des OGM : Sciences-Innovation-Société » est une *partition polyphonique*. Ses auteurs, qui s'expriment à titre personnel mais néanmoins à partir de leurs riches parcours professionnels, n'alimentent pas un énième débat « pour ou contre les Organismes génétiquement modifiés (OGM) » et désormais « pour ou contre les Organismes génétiquement édités (OGE) ». Ils apportent au contraire des explications scientifiques, philosophiques et politiques, qui permettent de **mieux comprendre pourquoi le débat sur**

l'utilisation du génie génétique existe, particulièrement en Europe et pourquoi il semble difficile d'y mettre fin.

C'est ce qui fait **la force, l'originalité et l'intérêt de cet opus** de la collection des livres de l'Académie d'agriculture de France, éditée aux Presses des mines.

A l'issue de sa lecture, passionnante, l'on retient les idées fortes suivantes.

Les nouveaux outils des biotechnologies, qui ne sont jamais que des accélérateurs ciblés et efficaces de l'action ancestrale de l'homme sur l'amélioration des qualités des végétaux et des animaux qu'il consomme, sont **porteurs d'avenir pour l'humanité**, confrontée d'une part à une demande croissante d'aliments et d'autre part à une impérieuse exigence de production durable de ces aliments. Louis-Marie Houdebine et Agnès Ricroch le prouvent dans les chapitres de l'ouvrage qu'ils ont rédigés.

De tels outils sont, notamment, prometteurs pour limiter l'usage des produits phytopharmaceutiques.

Et pourtant **les réglementations européennes sont telles qu'elles en freinent, voire empêchent, le développement**, comme le déplorent Catherine Regnault-Roger et Marcel Kuntz dans les deux chapitres richement documentés qu'ils ont rédigés.

Pire dans les pays en voie de développement l'usage des produits, issus de ses outils autorisés là-bas car essentiels pour accroître l'offre et la qualité alimentaires locales, tend à stagner, du fait de la réticence des agriculteurs autochtones. C'est particulièrement vrai sur le continent africain, comme l'explique Claudine Franche.

Pourquoi un tel renoncement au progrès ?

Parce que **le progrès n'est plus**, ou plus exactement l'innovation scientifique et technologique n'est plus systématiquement perçue par les citoyens comme « un mieux » pour l'humanité, mais bien souvent, au contraire, comme « une menace ». Brigitte Laquière en apporte une brillante démonstration dans le chapitre qu'elle a rédigé.

Désormais **pour qu'une innovation scientifique et technologique devienne un progrès et donc puisse être utilisable et utilisée, elle doit être « socialement acceptée »** et ce, au travers un processus complexe dont Virginie Tournay doute de la pertinence méthodologique. En effet, les groupes de pression y sont trop présents. Les médias y privilégient la polémique à la pédagogie. Les politiques y cèdent facilement au « ni-ni » ou au « ou-ou ».

L'usage des OGE est-il, pour autant, définitivement impossible à l'avenir ?

« NON », écrivent avec conviction les parlementaires Jean-Yves Le Déaut et Catherine Procaccia, pour peu que :

- **Les produits issus de la modification ciblée du génome soient évalués au cas par cas,**
- **Des règles d'éthique et une concertation internationale soient instaurées,**

- **Une initiation à la culture et à la démarche scientifique soit mise en place dès l'école.**

Car, concluent-ils plus que jamais la *res publica* a besoin du progrès scientifique et notamment des OGE, pour faire face aux défis planétaires auxquels elle est confrontée.